

Avant-propos

La crise syrienne actuelle fait sentir ses effets sur des millions de personnes et a des répercussions partout dans le monde. Des milliers de personnes ont perdu la vie et près de la moitié de la population du pays a été déplacée, soit à l'intérieur de la Syrie soit vers les pays voisins et au-delà. Au mois de décembre 2015, on compte quelque 4,4 millions de Syriens enregistrés comme réfugiés. De plus en plus de familles sont forcées chaque jour de quitter leurs foyers pour rechercher ailleurs la sécurité et la stabilité.

Il est de la responsabilité du monde entier de s'attaquer sans délai à ce problème et de faire en sorte de répondre aux besoins à court terme des réfugiés par des stratégies à moyen et long terme, ce à l'effet de soutenir les réfugiés et leurs communautés d'accueil, de manière que ces deux groupes puissent prendre en charge les différents chocs qu'ils ont vécus.

À mesure de l'approfondissement de la crise syrienne, les organisations humanitaires et les acteurs du développement se concertent pour rapprocher les méthodes d'approche qui les ont longtemps séparées les unes des autres. Le Groupe de la Banque mondiale et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés se sont alliés pour partager et analyser les données disponibles sur les réfugiés syriens vivant en Jordanie et au Liban, non seulement pour mieux comprendre ce qu'il en est du bien-être des réfugiés, mais également pour contribuer à mettre en place un système viable de réponses à leurs besoins pendant la durée de leur exil.

Le présent ouvrage montre que les réfugiés syriens vivant en Jordanie et au Liban ont été victimes de multiples chocs qui ont fini par les jeter dans le dénuement. La majorité vit actuellement dans la pauvreté, et y restera probablement dans un avenir proche, sans compter le stress psychologique et financier qui vient aggraver la situation difficile qu'elle vit déjà.

La crise actuelle est autant une crise du développement à long terme qu'une crise des besoins à satisfaire à court terme. Bien que les programmes actuels d'aide alimentaire et d'allocations en espèces aient permis de réduire efficacement la pauvreté parmi les réfugiés, ils ne sont pas conçus pour l'aide à moyen et long terme. Plus que jamais, la coordination s'impose entre partenaires de l'action humanitaire et acteurs du développement. À moyen et long terme, les États et la communauté internationale devront mettre en place un cadre institutionnel et financier différent pour répondre aux attentes des réfugiés et des communautés d'accueil. Les politiques relatives aux réfugiés doivent évoluer vers l'autosuffisance, en ciblant non seulement les transferts monétaires et l'accès accru aux prestations publiques, mais également en insistant sur l'élargissement de l'accès au marché de l'emploi et la promotion de l'inclusion économique.

Cette perspective à long terme peut devenir un élément vital de la stratégie de croissance et de développement des zones d'accueil des réfugiés. Les réfugiés et les membres de leurs communautés d'accueil peuvent progresser ensemble, grâce à l'amplification des services actuels, l'offre d'emplois répondant à leurs besoins, la création d'un environnement économique porteur de croissance, l'investissement dans la santé et l'éducation des individus, la promotion du commerce régional et l'incitation à l'investissement.

Le Groupe de la Banque mondiale et le HCR poursuivront leur collaboration pour proposer ensemble des analyses approfondies et des solutions pratiques au double plan de l'action humanitaire et du développement. Nous espérons très sincèrement que cela permettra aux réfugiés et aux communautés d'accueil de transformer ensemble cette crise humanitaire en une opportunité pour le développement, en ouvrant la voie à un avenir plus stable et plus prospère pour tous.

Hafez M. H. Ghanem
Vice-président de la région Moyen-Orient et Afrique du
Nord
Groupe de la Banque mondiale

Kelly T. Clements
Haut-Commissaire adjoint
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
(HCR)

Des observations factuelles en provenance de la Jordanie et du Liban sur le bien-être des réfugiés syriens

Résumé analytique

« Les réfugiés sont des gens comme vous et moi. Ils menaient des vies ordinaires avant d'être contraints à fuir. Leur plus grand rêve est de pouvoir vivre à nouveau normalement. »

Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies

Depuis le début de la crise syrienne, on compte plus de 6,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et près de 4,4 millions de réfugiés enregistrés, soit environ la moitié de la population syrienne d'avant la crise. Compte tenu du secours humanitaire massif provoqué par cette crise, d'innombrables informations sur les réfugiés sont désormais disponibles : les revenus et les dépenses, les denrées alimentaires et la nutrition, la santé, l'éducation, l'emploi, la vulnérabilité, le logement et d'autres indices de bien-être. Ces données restent à être pleinement exploitées pour optimiser leur impact sur les analyses, les politiques et la planification.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Groupe de la Banque mondiale travaillent la main dans la main pour analyser ces données et assurer que les décideurs et les défenseurs des réfugiés disposent des connaissances dont ils ont besoin pour mieux servir les populations de réfugiés. Le savoir-faire du Groupe de la Banque mondiale dans les domaines du bien-être et du ciblage, conjugué avec l'expertise du HCR en matière de besoins des réfugiés, peut déboucher sur des analyses et des politiques plus efficaces pour les réfugiés syriens enregistrés vivant en Jordanie et au Liban. Cela peut également contribuer à une utilisation plus efficiente des ressources financières. Le présent ouvrage est le résultat d'une vaste collaboration entre les deux institutions. Il a pour objectif d'aider à mieux comprendre et à améliorer à terme le bien-être des réfugiés syriens vivant en Jordanie et au Liban.

Conclusions clés

Des différences séparent les réfugiés de la population normale. Comparée à la Syrie d'avant la crise, la population de réfugiés syriens vivant en Jordanie et au Liban est plus jeune (81 % ont moins de 35 ans, contre 73 %), comprend une proportion élevée d'enfants âgés de zéro à quatre ans (environ 20 %, contre 11 %) et est à prédominance célibataire (plus de 60 %, contre 40 %). Les familles de réfugiés sont plus nombreuses et comptent plus d'enfants dont un grand nombre a plus de chances d'être marié ; les réfugiés sont généralement moins éduqués et en majorité des agriculteurs. Avant de devenir des réfugiés, nombreux sont ceux parmi eux qui ont été victimes de chocs multiples en Syrie et qui ont fini par abandonner leurs actifs, leurs propriétés et leur capital pour trouver refuge dans les pays voisins. Très particuliers et uniques, leurs besoins sont bien distincts de ceux de la population normale.

Les réfugiés syriens vivant en Jordanie et au Liban se trouvent en situation d'extrême précarité. Bien que de nombreux Syriens soient enregistrés auprès du HCR et des autorités, cela ne leur confère ni droits ni allocations d'aide. En Jordanie et au Liban, la majorité des réfugiés vit dans des conditions d'extrême difficulté, dans des zones urbaines et périurbaines, y compris dans des quartiers informels pour nombre d'entre eux. Leur accès aux services publics est fortement limité par des pénuries d'approvisionnement provoquées par une forte hausse de la demande. Seule une minorité est abritée dans des camps de réfugiés dans lesquels la majorité de leurs besoins matériels essentiels sont satisfaits et financés par la communauté internationale.

En 2014, sept réfugiés syriens sur dix vivant en Jordanie et au Liban pouvaient être considérés comme pauvres¹. En utilisant comme référence le seuil de pauvreté défini par chaque pays hôte, cette proportion monte à neuf réfugiés syriens sur dix. Le taux de pauvreté des réfugiés syriens est plus élevé en Jordanie qu'au Liban. Les données émanant de la Jordanie indiquent que la pauvreté a augmenté de plusieurs points de pourcentage parmi les réfugiés entre 2013 et 2015.

La taille de la famille et le logement sont les meilleurs facteurs de prévision de la pauvreté. En Jordanie par exemple, le taux de pauvreté se multiplie pratiquement par deux si la taille de la famille passe d'une personne à deux ; elle augmente de 17 % lorsqu'on passe d'une famille d'un enfant à une famille de deux enfants. Le taux de pauvreté est plus faible parmi les personnes célibataires et celles âgées de plus de 50 ans alors qu'il est plus élevé parmi les personnes âgées de 35 à 49 ans. Les familles louant un logement ou propriétaires d'un logement et vivant dans un appartement ou une maison en dur alimentée en eau courante ou dotée de latrines dignes de ce nom sont moins pauvres.

Les réfugiés sont extrêmement vulnérables. Environ 55 % des réfugiés en Jordanie sont vulnérables à la pauvreté monétaire et quelque 50 % aux crises alimentaires. Plus de 35 % des réfugiés sont pauvres aujourd'hui et vulnérables à la pauvreté dans un avenir proche. Environ 88 % sont pauvres ou le deviendront dans un avenir proche. Réciproquement, seuls 12 % des réfugiés ne sont ni pauvres aujourd'hui ni susceptibles de le devenir dans un avenir proche. C'est le seul groupe de réfugiés que l'on peut aujourd'hui considérer comme n'étant pas à risque.

Les programmes actuels d'aide aux réfugiés sont très efficaces pour la réduction de la pauvreté. Ouverts à tous les réfugiés, le programme d'allocations en espèces du HCR et le programme de bons alimentaires du Programme alimentaire mondial pourraient chacun réduire de moitié la pauvreté. Exécutés ensemble et de manière universelle, ces programmes réduiraient la pauvreté à moins de 10 %.

Ces programmes ne sont toutefois pas viables à long terme et ne peuvent pas promouvoir la transition d'une situation de dépendance à l'autosuffisance. Ils reposent entièrement sur des contributions volontaires et, lorsque les financements diminuent, un nombre très réduit de réfugiés parmi les plus vulnérables est en mesure d'en bénéficier. De plus, la protection sociale à elle seule ne saurait favoriser la transition vers l'emploi et l'autosuffisance si l'accès au marché de l'emploi et aux possibilités économiques reste fermé.

Ces conclusions prètent à penser que l'actuelle approche de gestion des crises de réfugiés à moyen et long terme n'est pas viable. Au-delà de la protection sociale des réfugiés, il faut se concentrer sur la croissance économique dans les régions d'accueil, de manière que les réfugiés et les populations locales puissent participer ensemble au progrès économique. Un tel changement de paradigme fait appel à une collaboration étroite soutenue entre les partenaires de l'action humanitaire et les acteurs du développement pour transformer la crise humanitaire actuelle en une opportunité de développement pour tous.

¹ L'on obtient cette estimation en utilisant le seuil monétaire adopté par le HCR aux fins de ciblage des réfugiés en Jordanie ; elle est basée sur un agrégat de bien-être faisant abstraction du programme d'allocations en espèces du HCR et du programme de bons alimentaires du Programme alimentaire mondial.